

Dans les arcanes d'un modèle économique de la Banque de France

Michel Husson, *Alternatives économiques*, 9 novembre 2020

 alternatives-economiques.fr/arcanes-dun-modele-economique-de-banque-de-france/00094319



Pour étudier l'impact des politiques économiques, la Banque de France utilise un modèle ultra-néo-classique.

PHOTO : Eric TSCHAEN/REA

?

La Banque de France vient de publier dans son *Bulletin* un article établissant que « *les politiques économiques ont contribué aux fortes créations d'emplois en France de 2016 à 2019* ». Les réformes successives (CICE en 2013 ; pacte de responsabilité et de solidarité en 2015 ; loi El Khomri en 2016 ; ordonnances sur le travail en 2017 et loi Pénicaud en 2018) auraient permis de créer « *près de 240 000 emplois marchands sur le million d'emplois créés entre fin 2015-fin 2019* ». C'est plus que les précédentes évaluations, et les commentateurs intéressés ne se priveront pas d'y insister, même si la période analysée n'est pas la même.

Arithmétique simple et arithmétique complexe

Ces résultats valent ce que vaut le modèle utilisé pour les obtenir, et c'est le sujet de cette analyse que l'on ouvrira avec un calcul de coin de table. Les mesures prises auraient fait baisser le coût du travail d'environ 2 %, l'élasticité de l'emploi à son coût est égale à 0,5 : donc l'emploi a augmenté de $0,5 \times 2 \% = 1 \%$. Or, 1 % de 24 millions d'emplois salariés, cela fait 240 000 emplois, soit exactement le résultat de la Banque de France.

Tout repose sur cette fameuse élasticité qui dit de combien augmente l'emploi pour une baisse du coût du travail de 1 %

Comment ce calcul simpliste peut-il restituer un résultat obtenu à partir d'un modèle extrêmement sophistiqué et complexe ? Tout repose sur cette fameuse élasticité qui dit de combien augmente l'emploi pour une baisse du coût du travail de 1 %. A la Banque de France, elle vaut 0,53 : « *les estimations précédentes dépendent de façon cruciale de l'élasticité de l'emploi à son coût. Dans le modèle FR-BDF, cette élasticité a été estimée à - 0,53. C'est un résultat assez usuel dans les modèles macroéconométriques de l'économie française* ». A vrai dire, cette élasticité est quand même un peu plus élevée que dans le modèle Mésange de la DG Trésor et de l'Insee (- 0,44) ou que dans celui de l'OFCE (- 0,3). A politique égale de baisse du coût du travail elle se traduira donc par plus d'emplois créés.

Ce paramètre est en tout cas une variable-clé et toute la question est de savoir comment il est obtenu. La méthode « *usuelle dans les modèles* » consiste à estimer une demande de travail de la part des entreprises qui dépend de l'activité économique, de la productivité et du coût du travail. Or, ce n'est pas du tout ce que fait le modèle FR-BDF de la Banque de France, et il faut ici s'immerger dans ses arcanes techniques.

Un modèle ultra-néo-classique

La spécificité de ce modèle est de se vouloir scrupuleusement fidèle à la théorie néo-classique. Résumons-la : il existe une fonction de production à deux facteurs, le capital et le travail. La demande de chacun de ces facteurs dépend de l'élasticité de substitution censée mesurer la dose de capital et de travail qui sera utilisée en fonction de leur coût relatif. Bref, on utilisera moins de travail si son coût augmente, et plus de capital : il y aura substitution du capital et travail dans une proportion mesurée par cette fameuse élasticité.

Dans la théorie pure, c'est la même élasticité qui figure dans les deux équations de demande de travail et de capital. En pratique cela ne fonctionne pas. Par exemple, dans le modèle e-mod.fr de l'OFCE, il y a effectivement un effet du coût du travail sur l'emploi dans l'équation de demande de travail, mais pas dans celle d'investissement (la demande de capital) : « *Le taux d'investissement est fonction du taux de croissance de la production (effet d'accélérateur), du taux de déclasserement des équipements et de la part du capital dans la production.* »

Les modélisateurs de la Banque de France considèrent que la théorie néo-classique de la production est « vraie » et se dispensent de la vérifier

Le modèle de la Banque de France procède autrement. La fameuse élasticité est estimée cette fois dans l'équation d'investissement (la demande de capital) puis réinjectée dans l'équation d'emploi : « *l'élasticité à long terme (= 0,53) a été estimée dans l'équation de l'investissement des entreprises* ». Cela veut dire que les modélisateurs de la Banque de France considèrent que la théorie néo-classique de la production est « vraie » et se

dispensent de la vérifier. Ou plutôt, ils le font à moitié (du côté de l'investissement) mais sans tester le fait que l'élasticité devrait être empiriquement la même pour l'investissement et pour l'emploi. La dernière version du modèle Mésange (Insee et DG Trésor) fait l'inverse de la Banque de France, elle injecte l'estimation issue de l'équation d'emploi dans celle d'investissement : « *l'élasticité de long terme de l'investissement au coût réel du capital est calibrée à - 0,44, en cohérence avec l'estimation d'emploi agrégé* ».

Le coût du capital, c'est quoi ?

Résumons ce débat, certes forcément technique. Dans le modèle de la Banque de France, la fameuse élasticité de 0,53 ne dit pas de combien augmente l'emploi quand le coût du travail baisse de 1 %. Elle indique de combien augmente l'investissement quand le coût du capital baisse de 1 %. Les modélisateurs décrètent ensuite que l'élasticité vaut aussi bien pour l'emploi que pour l'investissement. Ce postulat n'est pas vérifié empiriquement. Autrement dit, seule une croyance aveugle dans la théorie pure peut conduire à prendre ces résultats au sérieux.

Le modèle de la Banque de France est biaisé sur beaucoup d'autres aspects. Par exemple, il explique le salaire par « *la condition de premier ordre du problème d'optimisation des agents par rapport au loisir* ». On croyait pourtant que cette idée que le salaire résulte d'un arbitrage entre travail et loisir avait été depuis longtemps rangée au magasin des accessoires. D'ailleurs le salaire (avec un focus particulier sur le salaire minimum) est essentiellement perçu comme inflationniste. C'est, après tout, logique pour une banque centrale exclusivement préoccupée par l'inflation (forcément salariale) et il n'y a rien de surprenant à ce que le chômage y soit considéré uniquement comme un moyen de faire baisser l'inflation, via une courbe de Phillips que les économiste de la Banque de France défendent avec obstination alors que son existence fait, pour le moins, débat.

Comme le document de présentation le précise, ce modèle est a été conçu pour « *évaluer la transmission de la politique monétaire* ». Peut-être devrait-il s'en tenir là et se borner à émettre des messages convenus sur l'horreur inflationniste ?

La question n'est pas, en tout cas, de savoir si ses évaluations sont proches ou non des résultats obtenus par d'autres études. Elle est de savoir si l'outil utilisé pour les produire est fiable, cohérent et adapté à ce type d'exercice. On touche là à une difficulté du débat public que l'on rencontre chaque fois que sont invoquées des « études scientifiques » : la qualité de leurs résultats dépend de leur méthodologie. Or, la réponse n'est vraiment accessible qu'aux spécialistes, eux-mêmes engagés dans des controverses opaques au commun des mortels. Réduire cette distance est aussi la tâche d'une économie critique.